

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

et qu'il sera alors possible de profiter de l'expérience acquise et des institutions établies pour les accidentés du travail et les chômeurs.

J. F.

Paul FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, par Paul Fauchille, directeur-fondateur de la Revue générale de droit international public, l'un des fondateurs-directeurs de l'Institut des hautes études internationales (Ecole internationale de droit international), membre de l'Institut de droit international, membre correspondant de l'Institut américain de droit international, membre associé de l'Académie royale de Belgique.

Huitième édition, entièrement refondue, complétée et mise au courant, du *Manuel de droit international public*, de M. Henry BONFILS. — Tome II : *Guerre et neutralité*. — Paris, Rousseau, 1921. In-8, 1095 p.

M. Paul Fauchille, le distingué rédacteur de la *Revue générale de droit international public*, a récemment publié le tome II de son important *Traité de Droit international public*. Le tome I, relatif au temps de paix est sous presse ; le tome II, dont les événements des dernières années rendait la parution plus urgente, est consacré à la guerre et la neutralité.

On conçoit qu'un ouvrage sur le droit international public, après cinq années de guerre, où la plupart des problèmes ont été, dans ce domaine comme dans d'autres, remis sur le tapis, soit un monument. Et c'est un monument que nous offre M. Fauchille. La base — les fondations pourrions-nous dire — demeure le *Manuel de droit international public* de M. Henry Bonfils, dont l'ouvrage de M. Fauchille peut être envisagé comme la 8<sup>me</sup> édition. — Mais si les fondations remontent au professeur Bonfils, l'édifice construit avec les matériaux fournis par les expériences des dernières années est bien une construction nouvelle, une œuvre personnelle dont M. Fauchille peut revendiquer à la fois la paternité légitime et l'honneur.

Nous ne pouvons en effet nous empêcher d'admirer le labeur persévérant et considérable qui a été nécessaire pour arriver à mettre sous toit ce grandiose édifice, et tous ceux qui entrent en

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

contact avec les problèmes de droit international soulevés par la guerre sont endettés envers l'auteur d'une grande reconnaissance pour leur avoir permis de chercher avec un guide aussi compétent et expérimenté que lui, les solutions désirées. Une table des matières, contenant à la fois les numéros et les pages, et précédant l'avant-propos, ainsi qu'un index alphabétique très complet à la fin, permettent de s'orienter rapidement dans cette mine abondante de renseignements. Signalons encore cette particularité qui nous paraît nouvelle. Les nos continus de l'ouvrage, qui vont pour ce tome II de 995 à 1721, à travers les 1071 pages de l'ouvrage, et qui marquent les matières traitées, sont eux-mêmes sous-numérotés par de petits chiffres placés à côté du gros numéro. C'est ainsi, par exemple, que le blocus et la déclaration de Londres de 1909, qui font l'objet des sections IV et V du chapitre V du livre V consacré à la neutralité, ne forme qu'un seul n° 1656, mais allant de 1656<sup>1</sup> à 1656<sup>26</sup>. Les nos, qu'on retrouve à la table, ainsi que nous l'avons dit, avec leur sous-numérotation, laissent voir d'emblée la continuation du même sujet à travers des sections et des paragraphes différents.

Mais assez de la forme extérieure et un mot du fonds.

Le tome second traite donc de la guerre :

Le livre premier est consacré aux *notions générales* et relève les traits caractéristiques de la guerre ; c'est là que sont étudiées les représailles contre lesquelles, comme on s'en souvient, le Comité international s'est senti appelé à lutter de toutes ses forces au cours de la guerre. M. Fauchille les caractérise parfaitement (nos 1018 et 1019) : « Le belligérant, qui viole les coutumes de la guerre, le fait à ses risques et périls. Il s'expose à voir son adversaire agir de même à son égard. — Les représailles consistent à répondre à une injustice par une autre injustice, à contraindre l'ennemi à suivre une conduite régulière par la crainte des maux auxquels il s'exposerait en persistant dans ses errements illicites. — Les représailles ne sont pas l'exercice d'un droit : elles sont souvent une nécessité. — Elles ne sont légitimes que parce qu'elles sont nécessaires. — Mais elles ne sont nécessaires que si elles peuvent être efficaces. — Quand les aver-

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

tissements, les représentations ont échoué et que l'ennemi continue ses pratiques irrégulières, les représailles sont la plus énergique des démonstrations. » Et citant Funck-Brentano et Sorel, il ajoute : « Il n'y a point de limites aux représailles, parce qu'il « n'y a point de limites aux passions humaines et aux abus de « la force ; et comme tout abus appelle des représailles, que les « représailles mêmes sont toujours un acte de violence et très « souvent un abus, elles appellent à leur tour d'autres représailles, et la guerre prend un caractère de plus en plus sauvage. « Ainsi un procédé employé pour assurer le respect des lois de « la guerre aboutit fréquemment à accroître le nombre et la « gravité des infractions à ces lois. »

C'est ce qu'ont constaté tous ceux qui se sont justement élevés contre les représailles. Mais M. Fauchille considère leur suppression comme impossible ; et devant cette impossibilité déplorable, il vaut mieux limiter et réglementer strictement cette faculté que de se bercer de l'illusion que leur condamnation théorique les fera disparaître. Il s'applique donc à poser les règles qui doivent mettre un frein nécessaire à ce mal inévitable.

Ce même livre 1<sup>er</sup> contient : la déclaration de guerre et ses effets.

Le livre II est consacré à la *guerre terrestre*, et le livre III à la *guerre maritime*.

Le livre II examine le théâtre de la guerre, les forces armées, les moyens d'attaque et de défense où de nombreux exemples montrent, au cours des dernières années, l'emploi illicitement fait des moyens barbares et condamnés par le droit des gens, balles dum-dum, gaz asphyxiants, ou perfides tels qu'abus du drapeau et du brassard de la Croix-Rouge, usage des uniformes et insignes de l'ennemi. Dans ce même livre figurent les droits et devoirs des belligérants envers les militaires, l'Etat, les particuliers ennemis. L'espionnage est naturellement un des points abordés et minutieusement étudiés ; de même le traitement des morts, des blessés et des prisonniers, sur la base des Conventions de Genève et de la Haye, dont les dispositions sont sommairement mais suffisamment analysées dans leurs grandes lignes,

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

avec une copieuse référence bibliographique. Le *Bulletin international de la Croix-Rouge* y est, naturellement, plusieurs fois mentionné.

Ce rappel des règles du droit des gens en cette matière amène nécessairement cette question : les principes humanitaires ont-ils été respectés au cours des âges et notamment pendant les dernières guerres de 1870 à nos jours ? M. Fauchille, s'appuyant sur les publications officielles ou privées, sur les plaintes portées devant le Comité international et publiées par lui dans le *Bulletin international de la Croix-Rouge* n'a pas de peine à montrer les violations nombreuses et variées qui ont été commises ; il signale les interprétations favorables à leur armée que certains Etats ont voulu donner de l'art. 12 de la Convention de 1906 sur le renvoi du personnel sanitaire ; il rappelle l'œuvre de l'internement en Suisse ou chez d'autres neutres, de malades ou blessés, tous les efforts accomplis en faveur des prisonniers sur la base de la Convention de la Haye de 1907, des ordonnances nationales émises dans chaque pays et de la décision des Croix-Rouges à Washington ; il examine au point de vue des textes en vigueur, qui peut être fait prisonnier, quel traitement doit lui être assuré, et énumère rapidement, en citant abondamment les sources (comme il le fait toujours), les nombreuses violations qui ont été commises, à l'égard de ces victimes, des prescriptions qui devaient les protéger. Il suggère comme moyen efficace d'assurer aux prisonniers de guerre le traitement humain auquel ils ont droit, la présence permanente, dans chaque camp, d'un délégué d'une société neutre de la Croix-Rouge. Ce serait une atteinte au droit de souveraineté des Etats belligérants, mais, dit-il, avec parfaite justesse : « la tendance du droit moderne est de restreindre de plus en plus le caractère absolu de la souveraineté : si les Etats ont des droits, l'humanité doit en avoir également : un Etat, s'il peut être souverain pour le bien, ne saurait en tout cas l'être pour le mal » (n° 1127<sup>s</sup>). Au cours de cet examen des plus instructif et appuyé sur l'histoire des guerres du dernier demi-siècle, une étude est faite de la liberté sur parole, de l'échange et du rapatriement des prisonniers, etc.

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

Ce même livre II s'occupe de la situation de la population civile (section II du chap. IV) et démontre que les art. 46 et 50 du Règlement de la Haye de 1907 (annexe de la Convention IV), assurant le respect de la vie, de la liberté individuelle et de la propriété privée, et condamnant les otages (« ce reste de barbarie de nos ancêtres, dit Pinheiro-Ferreira, qu'il faut stigmatiser » n° 1146) ont été outrageusement et constamment violés (déportations de Lille, prise répétée d'otages, travaux forcés en rapport avec la guerre imposés aux civils, etc.). Les chapitres consacrés à l'envahissement et à l'occupation sont tristement instructifs en regard des faits de la grande guerre.

Le livre III est consacré à la *guerre maritime* et le livre IV à la *guerre aérienne*, et les règles spéciales relatives à ces deux domaines sont étudiées avec le même soin et la même compétence. Le n° 1395<sup>29</sup> et suivants contient une analyse des articles additionnels de 1868 sur la guerre maritime, ainsi que des conventions de la Haye de 1899 et de 1907, qui ont obligatoirement fixé les règles applicables sur mer aux malades et blessés. M. Fauchille condamne naturellement (comme nous l'avions fait nous-mêmes) le torpillage de navires-hôpitaux sous prétexte qu'ils auraient transporté des troupes ou des munitions : « Même si l'accusation avait été vraie, les Allemands n'étaient pas, pour cela, obligés de couler les navires-hôpitaux ; ils avaient en cas de soupçon un excellent moyen de contrôle que prévoyaient les conventions de la Haye : ils n'avaient qu'à procéder à leur visite et au besoin à y placer un commissaire » (n° 1395<sup>44</sup>).

Le livre V est un des plus importants ; il occupe à lui seul presque 500 pages, un peu moins que la moitié du volume. On le conçoit : il traite de la *neutralité*. Droits et devoirs des neutres, liberté commerciale, contrebande de guerre, blocus, droit de visite et de saisie, dispositions des Conventions de la Haye de 1899 et de 1907, et application de ces dispositions, — ce chapitre constitue à lui seul tout un ouvrage, et il faudrait un long article pour en donner seulement un aperçu ; muni d'abondantes références et accompagné d'une riche bibliographie, il révèle des re-

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

cherches approfondies, une documentation et une connaissance du sujet remarquables.

Le livre VI, *Fin de la guerre et traités de paix*, termine la cinquième partie (les quatre premières forment le tome I).

Enfin, dans une sixième partie, M. Fauchille traite en quelques pages du *Droit international dans l'avenir* ; et s'il doit constater que la grande guerre de 1914 à 1918 a constitué une régression marquée du droit des gens, par le retour aux méthodes barbares et condamnées des anciens âges, par la confusion voulue entre les combattants et les non combattants, — en ferme croyant au droit international, il ne désespère pas de l'avenir. Le droit international de l'avenir devra proclamer la responsabilité *personnelle* de tous les violateurs des principes admis, avec obligation pour les Etats de les livrer à une Cour internationale de justice, présentant toute garantie d'impartialité. Mais pour y arriver il faut instaurer dans le monde « l'esprit international », c'est-à-dire « l'esprit de justice et de bienveillance mutuelle dans les relations internationales » (M. Murray Butler).

Et cela nous amène aux deux brèves remarques par lesquelles nous voudrions terminer ce trop incomplet et insuffisant compte rendu, cela pour éviter toute conclusion erronée chez le lecteur.

La première, c'est que, si en raison de la nature de la publication où paraît ce compte rendu, nous nous sommes de préférence attaché aux problèmes qui se sont présentés au Comité international de la Croix-Rouge au cours de la guerre, en en passant beaucoup sous silence, il serait tout à fait faux d'en déduire un déséquilibre quelconque de l'ouvrage, lequel traite au contraire à fond et avec toute l'ampleur désirable de tous les domaines figurant à la table des matières.

La seconde, c'est que si le Traité de Droit international public de M. Paul Fauchille est un ouvrage essentiellement juridique, l'œuvre d'un spécialiste hautement compétent en la matière ce serait tout à fait à tort qu'on s'imaginerait n'avoir là qu'un ouvrage de droit, aride, rébarbatif et strictement cantonné dans l'étude juridique des problèmes posés. L'auteur sait s'élever au-dessus des réalités pour entrevoir l'idéal réalisable, au-dessus

## BIBLIOGRAPHIE

### Droit international public.

du présent pour envisager l'avenir, au delà du droit strict pour faire la place de la morale inspiratrice.

Nous n'en voulons pour preuve que cet extrait du dernier paragraphe du volume qu'on nous permettra de citer en terminant (n° 1721) :

« Est-il possible d'espérer que soit instauré dans le monde l'esprit international ? La vérité est que ceci est exclusivement une question de *moralité*. Dans le domaine du droit public comme dans celui du droit privé, les lois ne sont rien sans les mœurs : la morale internationale est aussi essentielle que la morale individuelle. Pour faire triompher les idées de la justice internationale, il faut donc se préoccuper beaucoup moins d'édicter des règles équitables que de transformer les mœurs des nations, de façon que celles-ci mettent au-dessus de leurs pensées égoïstes les principes de la morale : des lois excellentes seront rarement appliquées, si les mœurs sont mauvaises ; avec de bonnes mœurs les bonnes lois, qui suivront naturellement, recevront au contraire leur application. Mais comment transformer les mœurs des nations ? En transformant les mœurs des individus, car c'est en définitive l'ensemble des individus qui constitue la nation. Et on ne changera la moralité des individus que si, combattant les vues d'intérêt particulier et de puissance égoïste, on développe en eux des idées d'intérêt général, de solidarité et de fraternité. C'est en substituant au matérialisme effréné, dont le passé offre de nombreux exemples, un spiritualisme sagement ordonné que peu à peu, lentement, à coup sûr, on parviendra à obtenir ce résultat ».

P. D G.